

«zones fermées aux musulmans». Certains ont été «chassés par le feu», leur logement et leurs propriétés ayant été incendiés. D'autres ont été réinstallés dans des camps de PDI par les troupes du gouvernement. Les forces de sécurité ont déplacé uniquement des populations musulmanes; leur déplacement constitue donc une mesure discriminatoire plutôt qu'une mesure de protection. Les personnes qui n'ont pas été déplacées ont été coupées de leurs moyens de subsistance et éprouvent des difficultés à accéder aux denrées alimentaires et aux services essentiels. En octobre, de nouvelles violences visant les Rohingyas et d'autres minorités musulmanes dans l'État de Rakhine ont entraîné la destruction partielle ou totale de zones musulmanes et le déplacement de 36.000 personnes supplémentaires.[3] (#_edn3) Coupés de leurs moyens de subsistance et de leurs sources de revenu, incapables d'accéder aux marchés, aux hôpitaux et aux écoles et sans aucun accès à l'aide humanitaire, des centaines de milliers de Rohingyas vont tout droit vers la catastrophe.[4] (#_edn4) Le gouvernement continue d'exercer un contrôle étroit sur les organismes humanitaires présents dans l'État du nord-Rakhine et leur laisse peu d'espace pour émettre publiquement leurs revendications au nom des populations affectées, et d'autant moins lorsqu'il s'agit de défendre leurs droits humains.

Il ne faut pas interpréter les récents événements dans l'État de Rakhine comme des faits isolés: depuis longtemps, les Rohingyas sont victimes de discrimination et de violations systématiques de leurs droits humains par les forces de sécurité birmanes. En juillet 2012, le président Thein Sein a provoqué un véritable tollé parmi la communauté internationale des droits humains en affirmant que la «seule solution»[5] (#_edn5) aux problèmes de l'État de Rakhine était soit de réinstaller les Rohingyas apatrides dans des pays tiers, soit de les confiner dans des camps administrés par l'UNHCR. Toutefois, malgré cette levée de boucliers, 110.000[6] (#_edn6) Rohingyas continuent d'être confinés dans des camps de réfugiés, dans des conditions sordides et sans aucun signe qu'ils seront bientôt autorisés ou aidés à retourner dans leur communauté d'origine ou à reprendre la vie qu'ils menaient auparavant.

Les pays dans lesquels les Rohingyas se sont réfugiés au fil des années ont réagi rapidement pour condamner les éruptions de violence et les persécutions récentes, mais ils n'ont pas fait preuve de la même vivacité pour reconnaître les droits des Rohingyas apatrides sur leur

Les interventions dans le domaine du logement préviennent et atténuent le déplacement (*/fr/prevenir/wadley*)

La volonté de rester (*/fr/prevenir/guler*)

L'approche du CICR dans les situations de pré-déplacement (*/fr/prevenir/talviste-et-al*)

Responsabilités des entreprises en matière de droits de l'homme (*/fr/prevenir/lewis*)

La 'boîte à outils' à disposition des États pour prévenir le déplacement : une perspective suisse (*/fr/prevenir/gomeztruedsson*)

La face sombre du développement: évictions forcées au Bangladesh (*/fr/prevenir/hoshour*)

Le Conseil de sécurité de l'ONU et la prévention du déplacement (*/fr/prevenir/weerasinghe-ferris*)

Prévenir le redéploiement au Burundi grâce à une véritable réintégration (*/fr/prevenir/hovil*)

L'insécurité foncière post-confliktuelle menace de déplacer à nouveau ceux qui sont tout juste de retour dans le Nord de l'Ouganda (*/fr/prevenir/onegi*)

L'éducation, composante essentielle de la prévention du re-déploiement des jeunes (*/fr/prevenir/anselme-zeus*)

Le rôle des femmes défenseurs des droits de l'homme en Colombie (*/fr/prevenir/candamil-duque*)

Restitution de la propriété en Colombie (*/fr/prevenir/medina*)

Catastrophes naturelles et déplacement de populations indigènes en Bolivie (*/fr/prevenir/girard*)

Tentatives pour prévenir le déplacement dans les Territoires palestiniens occupés (*/fr/prevenir/khalil*)

Articles généraux

L'adaptation de réfugiés d'Afrique de l'Est à la vie au Royaume-Uni (*/fr/prevenir/bekalo*)

Les droits humains des Rohingyas, passés sous silence (*/fr/prevenir/brinham*)

Les Nord-Coréens de Chine ont besoin d'une protection internationale (*/fr/prevenir/cohen*)

D'un laboratoire au Luxembourg à des satellites au Soudan du Sud (*/fr/prevenir/donven-hall*)

propre territoire. Par exemple, le Bangladesh a repoussé des milliers de Rohingyas récemment arrivés et bloqué l'acheminement de l'aide humanitaire aux quelque 300.000 réfugiés rohingyas non reconnus établis sur son territoire. À ce jour, les discussions concernant les «solutions régionales» ont porté uniquement sur les moyens de rapatrier les Rohingyas en Birmanie. Les pays récepteurs seraient bien plus à même de prouver leur engagement à protéger les Rohingyas s'ils collaboraient tous ensemble pour protéger les droits de ces derniers sur leur propre territoire.

Quant aux pays occidentaux, il semble que leur condamnation ait été occultée par leur enthousiasme face aux réformes générales en Birmanie. L'Occident a récompensé la Birmanie pour ses avancées en matière de réforme démocratique par une levée partielle des sanctions et un accroissement de ses investissements. Toutefois, le refus de la communauté internationale d'utiliser son influence sur l'État birman pour garantir la protection et reconnaître les droits des Rohingyas et des autres populations vulnérables de Birmanie pourrait avoir des retombées négatives aussi bien sur le processus démocratique que sur la stabilité du pays.

Dans le but de préserver l'ordre et la stabilité face aux risques sécuritaires internes (perçus) – ici, les islamistes extrémistes rohingyas et les soi-disant réactions de violence «communale» à leur rencontre – le gouvernement cherche à légitimer le rôle central que l'armée continue de jouer dans l'arène politique. Cette situation semble ainsi occulter le fait que ce sont probablement les forces militaires/sécuritaires, c'est-à-dire les acteurs-mêmes qui violent les droits humains des Rohingyas depuis de nombreuses années, qui doivent avant tout être réformées.

Natalie Brinham natalie.brinham@equalrightstrust.org
(<mailto:natalie.brinham@equalrightstrust.org>) est consultante pour Equal Rights Trust www.equalrightstrust.org
(<http://www.equalrightstrust.org>)

[1] (#_ednref1) Consulter RMF 30 «Birmanie: Les personnes déplacées» www.fmreview.org/burma
(<http://www.fmreview.org/burma>)

[2] (#_ednref2) Consultez «Burning Homes, Sinking Lives: A Situation Report on Violence against Rohingya in

Rendre le travail plus sûr pour les femmes déplacées
(/fr/prevenir/buscher)

Enseignements tirés suite à une mobilisation autour d'une série d'expulsions dans des bidonvilles en Tanzanie (/fr/prevenir/hooper)

Des principes Nansen à l'initiative Nansen
(/fr/prevenir/kaelin)

Les réfugiés sont-ils un fardeau économique ou un atout ? (/fr/prevenir/zetter)

Programmes d'orientation culturelle à l'étranger et perceptions des réfugiés réinstallés (/fr/prevenir/komfeld)

Remettre en question la préférence des clients en cours de DSR pour des prestataires de service étrangers
(/fr/prevenir/pangilinan)

Myanmar and their *refoulement* from Bangladesh»,
Equal Rights Trust, juin 2012

<http://tinyurl.com/ERT-June2012> (<http://tinyurl.com/ERT-June2012>)

[3] (#_ednref3) Consultez les images satellite de Human Rights Watch sur www.hrw.org/news/2012/11/17/burma-satellite-images-show-widespread-attacks-rohingya (<http://www.hrw.org/news/2012/11/17/burma-satellite-images-show-widespread-attacks-rohingya>) . Consultez également www.equalrightstrust.org/ertdocumentbank/Rohingya_Emergency_Report.pdf (http://www.equalrightstrust.org/ertdocumentbank/Rohingya_Emergency_Report.pdf) (2 nov. 2012)

[4] (#_ednref4) Organisation des Rohingyas birmans au Royaume-Uni (BRO-UK), Communiqué de presse d'octobre 2012.

[5] (#_ednref5) Consultez l'article «UNHCR seeks true community reconciliation in Rakhine State» du *Myanmar Times*, 16 juillet 2012 www.mmtimes.com/2012/news/635/news63506.html (<http://www.mmtimes.com/2012/news/635/news63506.html>)

[6] (#_ednref6) Fin novembre 2012.

(/fr/avis-de-non-responsabilite-et-droits-dauteur)

Avis de non responsabilité

Les avis contenus dans RMF ne reflètent pas forcément les vues de la rédaction, du Centre d'Études sur les Réfugiés, de l'Université d'Oxford, d'UNFPA, de SSRC ou d'ONUSIDA.

Droits d'auteur

Tout document de RMF imprimé ou mis en ligne peut être reproduit librement, à condition que la source et l'URL spécifique de l'article soient mentionnés. Nous recevons volontiers tout commentaire sur le contenu et la présentation de la revue – veuillez nous envoyer un courriel ou un courrier.